

CCAP - CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

OPERATION

Evaluation du patrimoine de SNL-Prologues et accompagnement à la mise en place d'une méthodologie homogène d'évaluation interne

Article 1 : Parties contractantes

Le présent marché est conclu entre :

MAITRE D'OUVRAGE

Maître d'ouvrage	SNL-PROLOGUES Union d'Economie Sociale, société coopérative à forme de SA Structure de Maîtrise d'ouvrage des Associations SNL Au capital social minimum de 12 479 600 €
RCS - SIRET	402 987 622 RCS PARIS – 402 987 622 00055
Siège social	3 rue Louise Thuliez, 75019 PARIS

Désigné au présent marché par « **Le Maître d'ouvrage** », d'une part et

ENTREPRISE

Raison sociale	
Forme juridique	
RCS - SIRET	
Siège social	
Représentée par	de, agissant en qualité dûment habilité

Ci-après désigné « **l'Entrepreneur** », d'autre part

Article 2 : Objet du marché

La présente consultation concerne un marché, comportant une remise d'offre pour des prestations intellectuelles d'évaluation du patrimoine de SNL-Prologues et d'un accompagnement à la mise en œuvre d'une méthodologie homogène de valorisation interne plus particulièrement dans le cadre d'actualisation des expertises externes des années précédentes ou à des fins d'arbitrage.

Article 3 : Documents contractuels

Les pièces constituant le marché prévalent les unes sur les autres dans l'ordre où elles sont énumérées :

- L'acte d'engagement accepté et ses éventuelles annexes
- Le présent CCAP, cahier des clauses administratives particulières
- Le CCTP, cahier des clauses techniques particulières
- Le calendrier général d'exécution proposé par le prestataire

Article 4 – Confidentialité et droit de propriété intellectuelle liée aux résultats

L'entrepreneur considèrera comme strictement confidentiel, et s'interdit de divulguer, toute information, document, donnée ou concept, dont il pourra avoir connaissance à l'occasion du présent contrat.

L'entrepreneur cède au fur et à mesure de l'exécution du marché les droits de propriété intellectuelle afférents aux études et documents issus du contrat, de façon exclusive à SNL-Prologues, pour toute la durée légale de protection légale des droits, pour tous les pays et toutes les langues.

Ces droits de propriété intellectuelle incluent les droits d'utilisation, d'adaptation, de reproduction, de représentation et d'exploitation des résultats en tout ou partie, comme précisé ci-après :

- le droit d'utilisation qui se traduit par le droit d'utiliser les documents et études pour tous usages, à quelque titre que ce soit ;
- le droit d'adaptation comprend le droit de corriger les erreurs, le droit d'établir toute version, en langue française et étrangère et en tout langage notamment informatique, de tout ou partie des documents ou études, et plus généralement le droit de traduction, d'arrangement, de modification, d'adaptation, de transformation en tout ou partie et sous forme écrite, orale, télématique, numérique, etc. des résultats aux fins de tout type d'utilisation et/ou d'adaptation ;
- le droit de reproduction comporte notamment le droit de stocker les documents et études sur tout support, le droit de reproduire ou de faire reproduire les documents et études, par tous moyens, sous toutes ses formes et sur tous supports, notamment informatiques (disquettes, CD-ROM, DVD-ROM, etc.) et sur tout support présent ou à venir, en un nombre d'exemplaires illimité ;
- le droit de représentation comporte notamment le droit de représenter ou de faire représenter publiquement les documents et études ou leurs exploitations secondaires par tous procédés connus ou inconnus à ce jour, à savoir la diffusion, la communication par voie analogique et/ou privés, nationaux et/ou internationaux, dans les circuits de diffusion spécialisés ou grand public ;
- le droit d'exploitation qui comporte notamment le droit d'exploiter directement et/ou d'accorder à des tiers, tant en France, qu'à l'étranger par voie de cession ou de concession, exclusive ou simple, transférable ou non, à titre gratuit ou onéreux, les droits d'utilisation, de reproduction, de représentation et/ou d'exploitation des documents et études.

La cession des droits de prestations intellectuelles est incluse dans le prix de la prestation. L'entrepreneur spécifiera tous les éléments des rapports et documents produits dans le cadre de

l'étude sur lesquels il existe déjà un droit d'auteur ou tout autre droit de propriété. Il garantira avoir obtenu des titulaires desdits droits ou de leurs représentants légaux l'autorisation d'utiliser lesdits éléments pour les besoins de l'étude. Tout paiement dont le soumissionnaire serait redevable pour le prix de cette autorisation serait, le cas échéant, à la charge du soumissionnaire.

Article 5 : Prix et règlement

Nature de prix : Le marché est passé à prix global et forfaitaire (PGF).

L'entrepreneur est censé avoir compris dans son prix tous les frais grevant ses services.

Le prix est décomposé avec la ventilation suivante

- Part correspondant à un apport en ingénierie (30%)
- Une part de suivi de mission (70%)

	MONTANT € HT	TAUX TVA	TVA en €	TTC en €
Apport en ingénierie				
Suivi de mission				
TOTAL				

Article 6 : Cas de cotraitance

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Article 7 : Conditions de paiement

L'Apport en ingénierie sera réglé au démarrage de la mission pour 80% et 20% à sa conclusion.

Les conditions de paiement du suivi de mission seront les suivantes

Montant de l'avance

Sauf refus de l'entrepreneur exprimé dans l'acte d'engagement, une avance forfaitaire de 20 % du montant TTC du marché sera versée.

Cadencement

Le remboursement de l'avance commencera quand le cumul des prestations réalisées atteindra 60 % du montant total du marché et se terminera quand ce cumul atteindra 80 % du montant total du marché.

Acompte et solde

Un ou plusieurs acomptes seront versés pour les prestations réalisées en cours d'exécution. La périodicité de versement des acomptes est de trois mois maximum. Le solde de 20% minimum sera versé après remise de l'étude définitive et de sa validation par SNL-Prologues.

Paieement

Le mode de paiement proposé est le virement.

Modalités de facturation

Les originaux de factures devront être adressés à l'adresse suivante : SNL-Prologues 3 rue Louise Thuliez 75009 Paris

Article 8 : Sous-traitance

L'entrepreneur peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché. Conformément aux dispositions de la loi du 31 décembre 1975, l'entrepreneur principal doit faire accepter son (ou ses) sous-traitant(s) et faire agréer les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par le maître d'ouvrage. Il adresse au maître d'ouvrage une demande écrite de sous-traitance, par lettre recommandée avec AR ou la remet contre reçu.

Les sommes dues au sous-traitant au titre de son contrat sont garanties soit par la remise d'une caution bancaire par l'Entrepreneur soit par la délégation de paiement au Maître d'ouvrage :

- Dans le 1er cas, la copie de la caution bancaire est exigée par le Maître d'ouvrage.
- Dans le 2ème cas, la délégation de paiement porte sur l'ensemble des sommes dues au sous-traitant par l'entrepreneur principal en exécution du contrat de sous-traitance et comporte l'engagement du maître d'ouvrage à payer directement le sous-traitant sur ordre de l'entrepreneur principal.

Article 9 : Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Article 10 : Vérification et admission des prestations objets du marché

Les opérations de vérification et d'admission des prestations sont effectuées dans les conditions suivantes :

à la remise de chaque Livrable dû, le maitre d'ouvrage procède, dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de leur livraison, à la vérification du Livrable remis.

A ce titre, le maitre d'ouvrage vérifie :

- ◆ Que le Livrable remis est complet et conforme aux exigences des Documents Contractuels ;
- ◆ Que le Livrable remis présente le niveau de qualité que le maitre d'ouvrage est en droit d'attendre au titre du Marché subséquent.

Aucune admission tacite des Livrables remis par l'entrepreneur ne pourra avoir lieu dans le cadre du présent contrat.

Dès lors que i) les Livrables sont conformes aux stipulations de l'Accord-cadre et ii) que la prestation commandée à laquelle se rapporte le(s) Livrable(s) ont été exécutées conformément aux Documents Contractuels, le maitre d'ouvrage procède à l'admission des prestations.

Si les Livrables ou l'exécution des prestations ne sont pas conformes aux stipulations des Documents Contractuels le maître d'ouvrage informera l'entrepreneur du rejet des prestations, en indiquant les motifs de ce rejet.

Par suite, si les défauts constatés affectent le(s) Livrable(s) remis, l'entrepreneur s'engage à procéder aux corrections nécessaires dans un délai de huit (8) jours ouvrés à compter de la réception de la décision de rejet transmise par le maître d'ouvrage. En cas de nouveau refus de validation par le maître d'ouvrage, ou en l'absence de correction du Titulaire dans le délai prévu ci-dessus, ou si les défauts constatés affectent l'exécution de la prestation et sont insusceptibles de correction, le maître d'ouvrage pourra :

- soit notifier une décision d'admission avec réserve des prestations et appliquer sur le prix des prestations concernées, par simple notification écrite, une réfaction proportionnelle aux imperfections constatées qui pourra, à la convenance du maître d'ouvrage, être directement imputée sur les sommes restant dues au Titulaire ou faire l'objet d'une facturation audit Titulaire ;
- soit rejeter définitivement la prestation, auquel cas le paiement de celle-ci ne sera pas due, et le cas échéant, résilier le marché de plein droit par lettre recommandée avec avis de réception pour manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles.

Article 11 : Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

L'entrepreneur assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité en particulier lors des visites terrain.

Article 12 : Suivi de l'exécution

Les travaux liés à l'étude étant de nature collaborative, le maître d'œuvre et l'entrepreneur conviennent que le calendrier prévisionnel pourra être aménagé, sans que la durée finale puisse dépasser de trois mois la durée prévisionnelle de l'étude.

Article 13 : Délais - Pénalités

Les délais d'établissements des documents d'études ainsi que leur point de départ sont fixés dans la pièce « calendrier » du présent marché.

Le calendrier peut être aménagé conformément à l'article 14.

En cas de retard dans la présentation des documents finaux par rapport au calendrier initial ou au calendrier aménagé, l'entrepreneur subit sur ses créances, une pénalité de 50 euros par jour calendaire de retard.

Article 14 : Achèvement de la mission

La mission du soumissionnaire s'achève à l'acceptation du rapport d'évaluation et du descriptif de la méthodologie de suivi.

Article 15 : Responsabilité et Assurances

15.1 - Responsabilité contractuelle du Titulaire

L'entrepreneur sera responsable, conformément au droit commun, de tout manquement à ses obligations contractuelles dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre. L'entrepreneur supportera seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature que lui ou ses sous-traitants pourrait causer au Client, à des tiers ou aux personnels du Client. D'un commun accord, les parties conviennent que la responsabilité du Titulaire pourra être engagée pour les conséquences des dommages directs

causés au maître d'ouvrage du fait d'un manquement quelconque du Titulaire à ses obligations contractuelles.

Les parties conviennent que tels que l'atteinte à la renommée le maître d'ouvrage, les pertes d'investissements ou de chance, les pertes de données le maître d'ouvrage étant notamment considérés comme des dommages directs. La responsabilité du Titulaire sera limitée à cinq (5) fois le montant cumulé du marché, ce quel que soit le fondement juridique de la réclamation et la procédure employée pour la faire aboutir.

Toutefois le plafond susvisé ne s'applique pas :

- en cas de manquement du Titulaire à ses obligations légales ou contractuelles en qualité de sous-traitant au sens de la réglementation et législation applicable en matière de données à caractère personnel ;
- en cas de manquement à une obligation essentielle d'un marché subséquent ;
- en cas de faute lourde ou dolosive du Titulaire.

Les parties ne pourront pas voir leur responsabilité engagée au titre des préjudices indirects au sens des dispositions de l'article 1231-4 du Code Civil. Il est expressément convenu entre les parties, et accepté par l'entrepreneur, que les stipulations de la présente clause continueront à s'appliquer même en cas de résiliation du marché

15.2 - Assurances

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché subséquent, et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité civile professionnelle lui incombant en cas de non-respect de ses obligations contractuelles, et garantissant les conséquences de toutes fautes ou dommages pouvant être causés le maître d'ouvrage et/ou son personnel dans le cadre de l'exécution du marché. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Article 16 : tribunal compétent en cas de litige

En cas de litige, les parties conviennent, conformément à l'article R.312-11 du code de justice administrative, de saisir le tribunal administratif dans le ressort duquel se situe le maître d'ouvrage.

SIGNATURES

Fait à le

En 2 originaux

Signatures précédées de la mention « **lu et approuvée** » + cachet

Le maître de l'ouvrage

L'entrepreneur